

Banque nationale suisse

Position extérieure nette de la Suisse en 2010

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications/Publication de données statistiques.

Droit d'auteur/copyright®

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (©Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

©Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2011

Date de publication

Décembre 2011

Impression

Neidhart + Schön AG, CH-8037 Zurich

ISSN 1662-4343 (version imprimée)

ISSN 1661-5581 (version électronique)

Table des matières

Page	
4	Résumé
6	Actifs à l'étranger
8	Passifs envers l'étranger
10	Répartition selon la monnaie des actifs à l'étranger et des passifs envers l'étranger
11	Investissements de portefeuille à l'étranger – Répartition selon le pays de l'émetteur
12	Thème spécial: la dette extérieure de la Suisse
18	Commentaires
19	Fondements méthodologiques
20	Fondements juridiques
A1	Tableaux
A16	Autres publications de la BNS contenant des données sur la position extérieure nette de la Suisse

Résumé

Recul des actifs à l'étranger et des passifs envers l'étranger à la suite de pertes de change; légère progression de la position extérieure nette

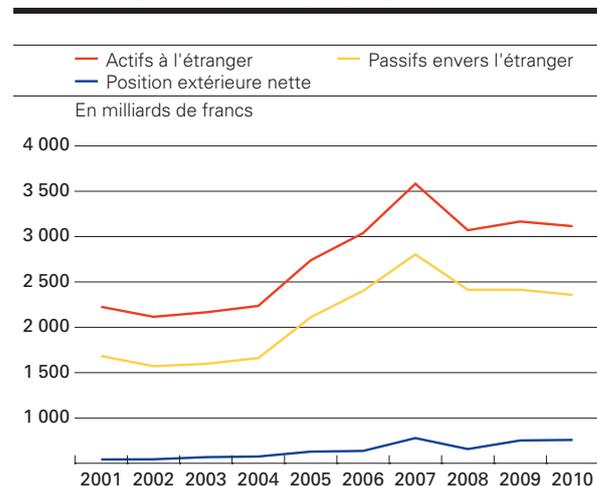
La forte appréciation du franc en 2010 a marqué l'évolution des actifs à l'étranger et des passifs envers l'étranger. Elle a entraîné des pertes de change considérables sur les stocks en monnaies étrangères, en particulier sur ceux qui sont libellés en euros et en dollars des Etats-Unis. Par rapport au franc, l'euro a fléchi de 16%, et le dollar des Etats-Unis, de 10%. Les actifs à l'étranger ont diminué de 52 milliards pour s'établir à 3 115 milliards de francs; les passifs envers l'étranger se sont élevés à 2 357 milliards, ce qui représente une baisse de 57 milliards. Etant donné que, dans l'ensemble, les passifs envers l'étranger ont affiché un recul un peu plus marqué que les actifs à l'étranger, la position extérieure nette a enregistré une légère progression de 6 milliards, pour atteindre 758 milliards de francs. La Suisse avait une position extérieure nette correspondant à 138% de son produit intérieur brut fin 2010, contre 143% un an auparavant.

Du côté des actifs à l'étranger, la dépréciation des stocks en monnaies étrangères a entraîné une perte de change de 282 milliards de francs. Celle-ci a toutefois été largement compensée par des exportations de capitaux et par des plus-values sur les actions et produits dérivés étrangers. La Banque nationale a en particulier effectué d'importantes exportations de capitaux; ses achats de devises ont donné lieu à une progression significative des réserves monétaires, qui sont passées de 139 milliards à 252 milliards de francs. Les stocks d'investissements directs à l'étranger se sont eux aussi accrus grâce aux exportations de capitaux sous forme de bénéfiques réinvestis et de crédits au sein de groupes. Ainsi, ils ont affiché une hausse de 26 milliards pour s'établir à 878 milliards de francs. Les créances des banques ont enregistré un fort repli (-92 milliards de francs), une évolution qui reflète d'importantes pertes de change ainsi que la réduction des opérations interbancaires transfrontières. Les stocks d'investissements de portefeuille à l'étranger ont également fléchi (-59 milliards de francs). Les pertes de change ainsi que les ventes de titres d'émetteurs étrangers – plus précisément de papiers monétaires – ont largement dépassé les gains de cours sur les actions et sur les produits dérivés. Les créances de la Banque nationale en rapport avec des swaps et des pensions de titres ont elles aussi affiché un niveau inférieur à celui de fin 2009.

Dans les passifs envers l'étranger, les pertes de change se sont montées à 107 milliards de francs, soit un montant inférieur à celui des pertes de change enregistrées par les actifs à l'étranger. Cette évolution s'explique par le fait que la part des stocks en monnaies étrangères dans les passifs envers l'étranger était nettement inférieure à celle des stocks en monnaies étrangères dans les actifs à l'étranger. Les importations de capitaux et les plus-values ont en partie compensé les pertes de change. En hausse de 15 milliards, les stocks d'investissements de portefeuille en Suisse sont passés à 720 milliards de francs. Cette progression tient essentiellement à l'achat de papiers monétaires suisses, plus précisément de Bons de la BNS. En revanche, des actions ont été vendues. Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 18 milliards, s'établissant à 526 milliards de francs; les crédits au sein de groupes en particulier ont été accrus. Les engagements des banques ont fortement reculé (-95 milliards de francs), du fait surtout d'importantes pertes de change, mais aussi de la réduction des opérations interbancaires transfrontières.

Le rapport sur la position extérieure nette de la Suisse a pour thème spécial, cette année, la dette extérieure de la Suisse. Les auteurs analysent en particulier pour quelles raisons celle-ci a reculé dans le sillage de la crise financière, alors qu'elle a progressé dans de nombreux autres pays.

Graphique 1
Position extérieure nette de la Suisse



Actifs à l'étranger et passifs envers l'étranger

Tableau 1

Etat en fin d'année

En milliards de francs

	2009	2010	Variation en milliards de francs
Actifs à l'étranger			
Investissements directs	852.0	877.7	25.7
Investissements de portefeuille	1 108.7	1 050.3	-58.5
Produits dérivés et structurés	171.3	175.8	4.6
Autres actifs	894.9	758.7	-136.2
dont crédits			
des banques	555.0	463.1	-91.9
de la Banque nationale	33.0	1.4	-31.7
Réserves monétaires	139.7	252.4	112.8
Total	3 166.6	3 114.9	-51.6
Passifs envers l'étranger			
Investissements directs	507.4	525.5	18.2
Investissements de portefeuille	705.8	720.3	14.5
Produits dérivés et structurés	135.8	142.5	6.7
Autres passifs	1 065.3	968.5	-96.8
dont crédits			
aux banques	705.6	611.1	-94.5
à la Banque nationale	4.5	3.8	-0.7
Total	2 414.2	2 356.9	-57.3
Position extérieure nette			
Investissements directs	344.6	352.2	7.5
Investissements de portefeuille	402.9	329.9	-73.0
Produits dérivés et structurés	35.5	33.3	-2.2
Autres	-170.4	-209.8	-39.4
dont crédits			
banques	-150.6	-148.0	2.6
Banque nationale	28.5	-2.4	-30.9
Réserves monétaires	139.7	252.4	112.8
Total	752.3	758.0	5.7

Actifs à l'étranger

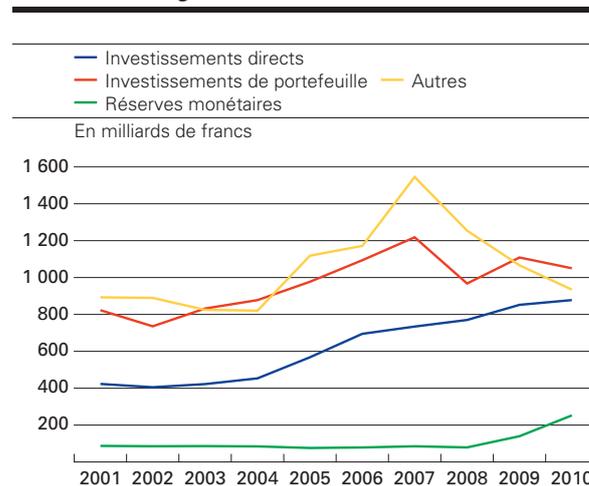
Les actifs à l'étranger ont reculé de 52 milliards (-1,6%) pour s'établir à 3 115 milliards de francs. Les pertes de change sur les stocks en monnaies étrangères ont totalisé 282 milliards de francs; elles ont toutefois été largement compensées par des exportations de capitaux et par des plus-values sur les actions étrangères et sur les produits dérivés. La BNS a procédé à d'importantes exportations de capitaux: elle a acheté des devises, ce qui a entraîné une augmentation de ses réserves monétaires.

Les stocks d'investissements directs à l'étranger se sont accrus de 26 milliards pour atteindre 878 milliards de francs. Cet accroissement s'explique par la progression des crédits au sein de groupes et des bénéfices réinvestis, qui ont été nettement supérieurs aux pertes de change sur les stocks en monnaies étrangères.

Les investissements de portefeuille à l'étranger ont reculé de 59 milliards pour s'établir à 1 050 milliards de francs, un repli qui tient essentiellement aux pertes de change. Les investisseurs ont en outre procédé à des ventes massives de papiers monétaires étrangers libellés en euros. Etant donné le nombre peu élevé d'investissements en obligations étrangères, les titres de créance ont diminué de 62 milliards au total, passant de 698 milliards à 636 milliards de francs. En raison d'achats de titres et de la hausse des cours boursiers, les titres de participation ont pour leur part progressé de 4 milliards pour atteindre 415 milliards de francs.

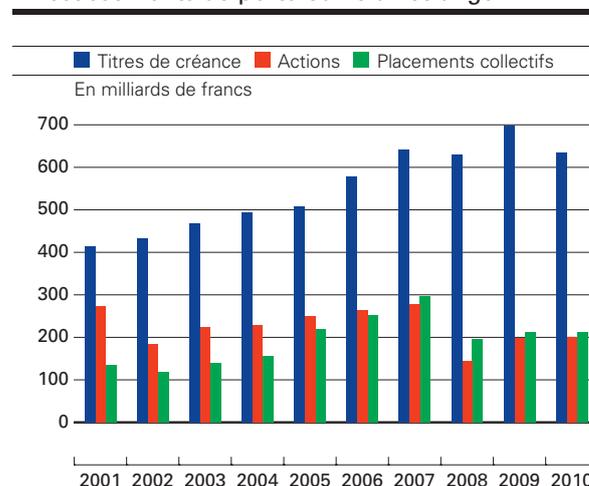
Les produits dérivés et structurés sont passés de 171 milliards à 176 milliards de francs. La hausse des valeurs de remplacement positives des produits dérivés dont les contreparties sont à l'étranger explique la progression de ce poste. Ces valeurs de remplacement portaient sur 136 milliards de francs, contre 127 milliards un an auparavant. Sous l'effet des taux de change, les stocks de produits structurés d'émetteurs étrangers ont diminué de 4 milliards pour s'inscrire à 40 milliards de francs.

Graphique 2
Actifs à l'étranger



Les postes *Produits dérivés et structurés* et *Autres actifs* sont regroupés sous *Autres*.

Graphique 3
Investissements de portefeuille à l'étranger



Le poste *Autres actifs* s'établissait à 759 milliards de francs, soit un montant inférieur de 136 milliards à celui de fin 2009. Ce repli est dû à la fois aux pertes de change (-77 milliards de francs) et à la diminution des créances interbancaires y ont contribué en majeure partie; elles ont en effet fléchi de 93 milliards, passant à 318 milliards de francs. La Banque nationale a réduit de 32 milliards ses swaps et ses pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger, les ramenant ainsi à 1 milliard de francs. En outre, les investisseurs suisses ont de nouveau diminué leurs créances à titre fiduciaire sur l'étranger; en repli de 15 milliards, elles se sont inscrites à 46 milliards de francs.

En hausse de 113 milliards, les réserves monétaires sont passées à 252 milliards de francs. Cette progression s'explique par les achats de devises effectués par la Banque nationale.

Ces évolutions ont entraîné un glissement au niveau de la part relative des différentes catégories dans l'ensemble des actifs à l'étranger. Tandis que la part du poste *Réserves monétaires* est passée de 4% à 8%, celle du poste *Autres actifs* s'est établie à 24%, contre 28% fin 2009. La part des autres catégories n'a guère varié.

Position extérieure nette – Actifs

Etat en fin d'année

En milliards de francs

Tableau 2

	2009	2010	Variation en %	Part en %
Investissements directs	852.0	877.7	3.0	28.2
Investissements de portefeuille	1 108.7	1 050.3	-5.3	33.7
Titres de créance	697.7	635.6	-8.9	20.4
Actions	198.7	201.5	1.4	6.5
Placements collectifs	212.3	213.2	0.4	6.8
Produits dérivés et structurés	171.3	175.8	2.7	5.6
Produits dérivés	127.1	135.7	6.8	4.4
Produits structurés	44.1	40.1	-9.2	1.3
Autres actifs	894.9	758.7	-15.2	24.4
dont crédits				
des banques à des banques	411.2	318.0	-22.7	10.2
des banques à la clientèle	143.8	145.1	0.9	4.7
de la Banque nationale	33.0	1.4	-95.9	0.0
dont placements à titre fiduciaire	61.2	46.4	-24.3	1.5
Réserves monétaires	139.7	252.4	80.8	8.1
Total	3 166.6	3 114.9	-1.6	100.0

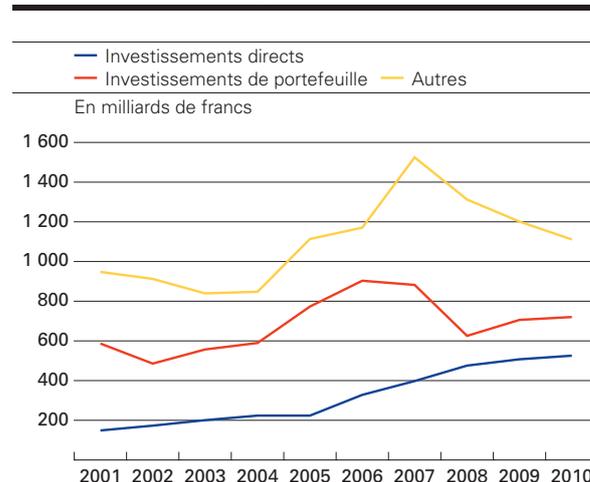
Passifs envers l'étranger

Les passifs envers l'étranger ont reculé de 57 milliards (-2,4%) pour s'établir à 2 356 milliards de francs. Les pertes de change sur les passifs envers l'étranger se sont montées à 107 milliards de francs; elles sont donc nettement inférieures aux pertes de change enregistrées dans les actifs à l'étranger. Cette situation est due au fait que les stocks en monnaies étrangères sont trois fois plus élevés dans les actifs à l'étranger que dans les passifs envers l'étranger. Près de la moitié des pertes de change sur les passifs envers l'étranger ont été compensées par des importations de capitaux et par des plus-values sur les titres d'émetteurs suisses et sur les produits dérivés.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont progressé de 18 milliards pour atteindre 526 milliards de francs. Cette progression a découlé surtout de l'augmentation des crédits au sein de groupes; le capital social a quant à lui diminué.

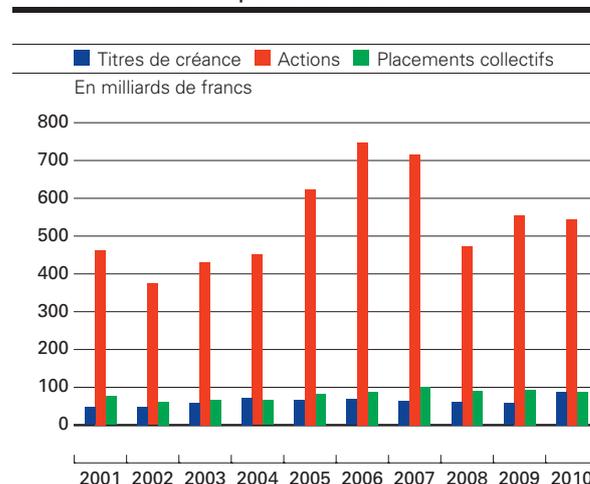
En hausse de 15 milliards, les investissements de portefeuille étrangers en Suisse se sont inscrits à 720 milliards de francs. Cet accroissement s'explique par l'achat de papiers monétaires d'émetteurs suisses – essentiellement des Bons de la BNS – par des investisseurs étrangers pour 30 milliards de francs. Les stocks d'obligations sont restés substantiellement les mêmes. Dans l'ensemble, les titres de créance ont progressé de 31 milliards pour s'inscrire à 89 milliards de francs. En revanche, les stocks d'actions sont passés de 555 milliards à 544 milliards de francs, et les placements collectifs ont accusé un repli de 6 milliards, s'établissant ainsi à 87 milliards. Ces reculs, qui s'expliquent principalement par des ventes de titres, ont toutefois été compensés en partie par des gains de cours.

Graphique 4
Passifs envers l'étranger



Les postes *Produits dérivés et structurés* et *Autres passifs* sont regroupés sous *Autres*.

Graphique 5
Investissements de portefeuille en Suisse



Le poste *Produits dérivés et structurés* s'élevait à 143 milliards de francs, contre 136 milliards un an auparavant. En hausse, les valeurs de remplacement négatives sur les dérivés dont les contreparties sont à l'étranger sont passées de 128 milliards à 135 milliards de francs. Les stocks de produits structurés d'émetteurs suisses en mains d'investisseurs étrangers sont restés inchangés à 8 milliards de francs.

Le poste *Autres passifs* s'établissait à 969 milliards de francs, soit un montant inférieur de 97 milliards à celui de fin 2009; la majeure partie de ce recul tenait aux pertes de change (-85 milliards). Les engagements des banques ont accusé un fort repli. Les engagements interbancaires ont reculé de 82 milliards pour s'inscrire à 360 milliards de francs, et les dépôts de la clientèle étrangère dans des banques commerciales en Suisse se sont établis à 251 milliards, soit une baisse de 13 milliards. La Banque nationale a réduit de 1 milliard de francs ses engagements envers des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger, qui s'élevaient à 4 milliards de francs fin 2010.

Ces évolutions ont à peine modifié la part relative des différentes catégories dans l'ensemble des passifs envers l'étranger. La part du poste *Autres passifs* a légèrement reculé, tandis que celle des investissements directs et des investissements de portefeuille a quelque peu augmenté.

Position extérieure nette – Passifs

Etat en fin d'année

En milliards de francs

Tableau 3

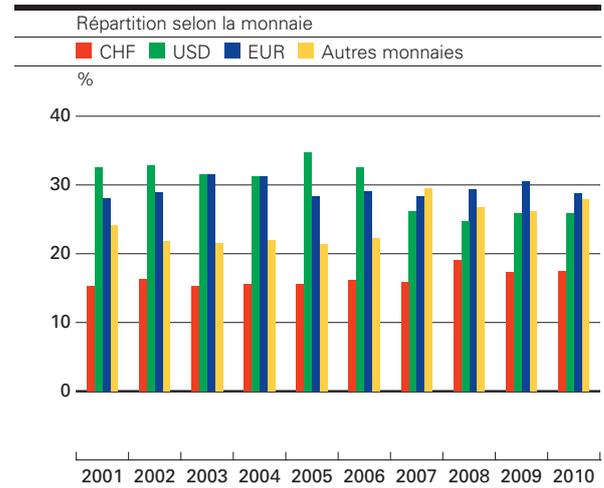
	2009	2010	Variation en %	Part en %
Investissements directs	507.4	525.5	3.6	22.3
Investissements de portefeuille	705.8	720.3	2.1	30.6
Titres de créance	57.5	88.9	54.6	3.8
Actions	554.9	544.1	-2.0	23.1
Placements collectifs	93.3	87.3	-6.4	3.7
Produits dérivés et structurés	135.8	142.5	5.0	6.0
Produits dérivés	127.7	134.5	5.4	5.7
Produits structurés	8.1	8.0	-1.7	0.3
Autres passifs	1 065.3	968.5	-9.1	41.1
dont crédits				
des banques aux banques	442.4	360.5	-18.5	15.3
de la clientèle aux banques	263.3	250.6	-4.8	10.6
à la Banque nationale	4.5	3.8	-16.4	0.2
Total	2 414.2	2 356.9	-2.4	100.0

Répartition selon la monnaie des actifs à l'étranger et des passifs envers l'étranger

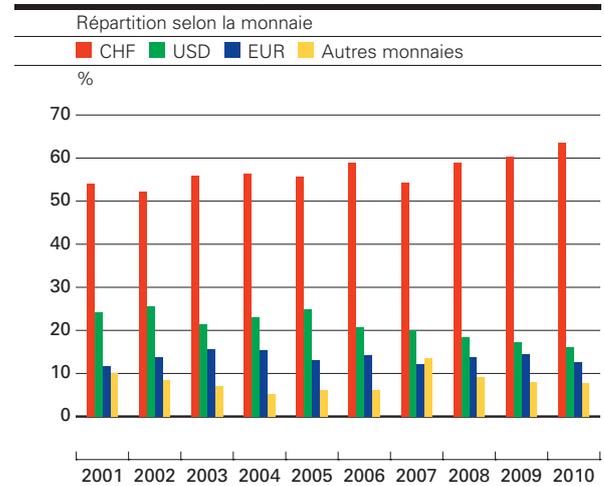
En dépit des pertes de change considérables sur les stocks en dollars des Etats-Unis et en euros, la répartition selon la monnaie des actifs à l'étranger est restée pratiquement inchangée. Fin 2010, la part des actifs détenus en monnaies étrangères était de 82% (83% fin 2009). 29% des actifs étaient détenus en euros (31%, 26% en dollars des Etats-Unis (26% également) et 28% dans d'autres monnaies (26%). La répartition selon la monnaie est restée stable grâce aux achats de dollars des Etats-Unis et d'euros effectués par la Banque nationale, qui ont en grande partie compensé le repli des stocks dû aux pertes de change.

Du côté des passifs envers l'étranger, la part des monnaies étrangères a en revanche diminué, passant de 40% fin 2009 à 37% fin 2010. Ce recul est dû au fait que les investisseurs étrangers ont acheté des Bons de la BNS libellés en francs suisses. Avec une part de 16%, le dollar des Etats-Unis représentait la principale monnaie (17% fin 2009), suivi de l'euro avec une part de 13% (15%) et des autres monnaies étrangères avec une part de 8% (8% également).

Graphique 6
Actifs à l'étranger



Graphique 7
Passifs envers l'étranger



Investissements de portefeuille à l'étranger – Répartition selon le pays de l'émetteur

Comme l'année précédente, la majeure partie des titres en mains d'investisseurs suisses provenaient d'émetteurs établis en Europe, en Amérique du Nord et dans les centres financiers offshore. Les titres d'émetteurs de ces régions en constituaient 83% en 2010. Les principaux pays d'origine des émetteurs étrangers étaient les Etats-Unis (part de 17%), le Luxembourg (14%), l'Allemagne (9%) et la France (9% également). Les parts des titres d'émetteurs établis dans des centres financiers offshore d'Europe et d'Amérique centrale et du Sud étaient de respectivement 2% et 5%. La part des PIGS (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) était de 4%.

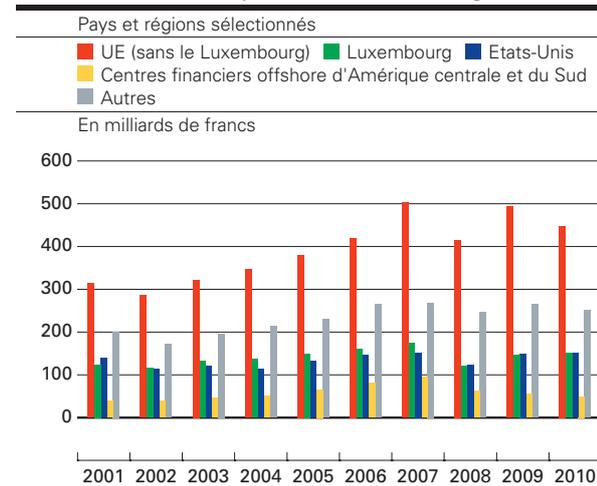
Dans leurs portefeuilles de papiers-valeurs d'émetteurs étrangers, les investisseurs suisses détenaient 61% de titres de créance, 19% d'actions et 20% de placements collectifs. Les placements en titres de créance étaient prépondérants dans la plupart des pays d'origine des émetteurs. La part des actions était relativement élevée dans les placements en titres d'émetteurs établis aux Etats-Unis et dans plusieurs pays asiatiques, en particulier au Japon, à Singapour et en Chine. Les placements collectifs prédominaient dans les titres dont les émetteurs sont au Luxembourg et dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud.

Les stocks de titres d'émetteurs étrangers en mains d'investisseurs suisses ont reculé dans la plupart des régions et des pays, mais plus particulièrement

dans les centres financiers offshore européens (-41 milliards), les PIGS (-21 milliards) et la France (-14 milliards de francs). Cette évolution a touché surtout les papiers monétaires. En revanche, une hausse a été observée du côté des stocks de titres d'émetteurs établis en Amérique du Nord (+5 milliards), au Luxembourg (+4 milliards) ainsi que dans les pays asiatiques (+4 milliards de francs). Les investisseurs suisses détenant une part relativement élevée d'actions et de placements collectifs dans ces pays, ils ont pu bénéficier des gains de cours que ces derniers ont enregistrés en 2010.

Graphique 8

Investissements de portefeuille à l'étranger



UE: à 15 jusqu'en 2003, à 25 à partir de 2004 et à 27 depuis 2007.

Investissements de portefeuille à l'étranger en 2010 – Répartition selon la catégorie de titres

Tableau 4

Pays et régions sélectionnés

Etat en fin d'année

En milliards de francs

	Titres de créance	Actions	Placements collectifs	Total	Total	
					Variation par rapport à l'année précédente en milliards de francs	en %
Europe	384.0	88.9	162.3	635.2	-57.4	-8.3
UE à 27	365.2	84.5	148.7	598.4	-40.6	-6.3
dont						
Allemagne	70.5	24.6	3.7	98.8	-9.9	-9.1
France	71.6	14.6	6.0	92.2	-13.6	-12.8
Luxembourg	26.8	4.8	118.9	150.4	4.4	3.0
Pays-Bas	62.1	5.2	0.6	67.9	-3.5	-4.9
Royaume-Uni	40.1	20.9	2.6	63.6	-1.0	-1.6
PIGS ¹	20.3	4.3	15.2	39.8	-10.4	-20.7
Centres financiers offshore	10.0	0.9	13.4	24.3	-16.8	-40.9
Amérique du Nord	99.1	63.8	12.3	175.2	4.6	2.7
dont						
Etats-Unis	83.4	55.6	12.0	151.0	1.2	0.8
Amérique centrale et du Sud	11.2	7.5	37.2	55.9	-4.3	-7.1
dont						
Centres financiers offshore	8.2	4.1	37.2	49.5	-5.6	-10.2
Asie	13.8	20.6	1.0	35.5	3.8	12.1
Reste du monde et organisations internationales	26.9	6.0	0.2	33.2	3.7	12.6
Part ne pouvant être répartie	100.4	14.8	-	115.2	-9.0	-7.3
Ensemble des pays	635.6	201.5	213.2	1 050.3	-58.5	-5.3

¹ PIGS: Portugal, Irlande, Grèce, Espagne.

Thème spécial: la dette extérieure de la Suisse

Introduction

Les actifs de la Suisse à l'étranger et ses passifs envers l'étranger sont très élevés. Les actifs excèdent nettement les passifs. Ce fait ne doit pas occulter l'importance, dans une perspective internationale, de la dette extérieure de la Suisse mesurée au produit intérieur brut (PIB). Le fort endettement de la Suisse vis-à-vis de l'étranger s'explique par la taille du secteur bancaire et son internationalisation. Les paragraphes qui suivent décrivent l'évolution de la dette extérieure de la Suisse ces dernières années et montrent pourquoi celle-ci a diminué depuis la crise financière, alors qu'elle a augmenté dans de nombreux autres pays.

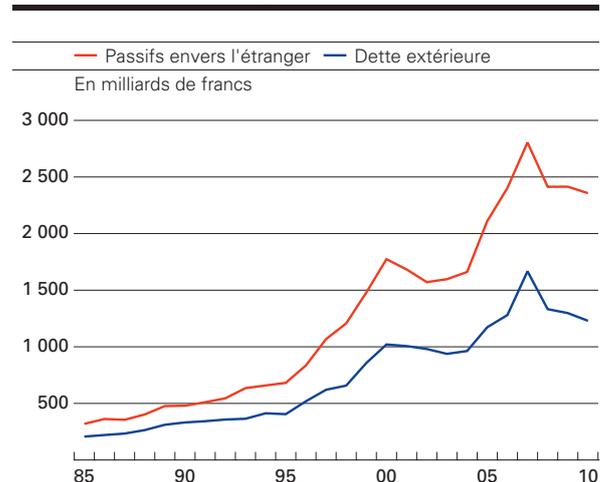
Encours et structure de la dette extérieure de la Suisse

La dette extérieure est formée d'une partie des passifs envers l'étranger. Elle comprend en principe les engagements envers l'étranger qui doivent être remboursés et/ou pour lesquels des intérêts doivent être versés, les obligations de paiement correspondantes pouvant mettre un pays en difficulté. Ces engagements englobent les crédits reçus de l'étranger ainsi que les titres de créance émis par des résidents (obligations et papiers monétaires) et détenus par des investisseurs étrangers.

Le graphique 9 illustre l'évolution des passifs envers l'étranger et de la dette extérieure de la Suisse entre 1985 et 2010. Les passifs envers l'étranger ont crû plus fortement que la dette extérieure sur cette période, car les investisseurs étrangers ont acquis davantage de placements qui ne sont pas assortis d'une obligation de paiement pour la Suisse, à savoir des investissements directs et des titres de participation. La part de la dette extérieure dans l'ensemble des passifs envers l'étranger a ainsi passé d'environ 65% en 1985 à 52% en 2010.

Le tableau 5 montre l'évolution des différentes composantes de la dette extérieure au cours des cinq dernières années. La présentation s'appuie sur la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD)¹ définie par le Fonds monétaire international (FMI).

Graphique 9
Passifs envers l'étranger et dette extérieure

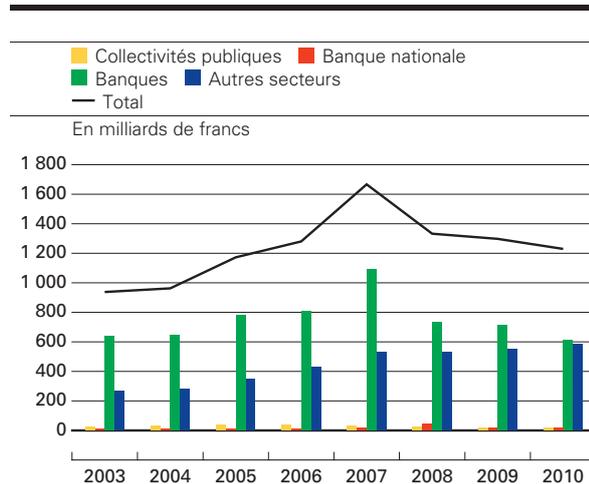


¹ La NSDD a été introduite en 1996. Elle vise à assurer sur le plan international la comparabilité des données économiques et financières recueillies par les différents pays pour ce qui est des définitions, de la périodicité et de l'actualité.

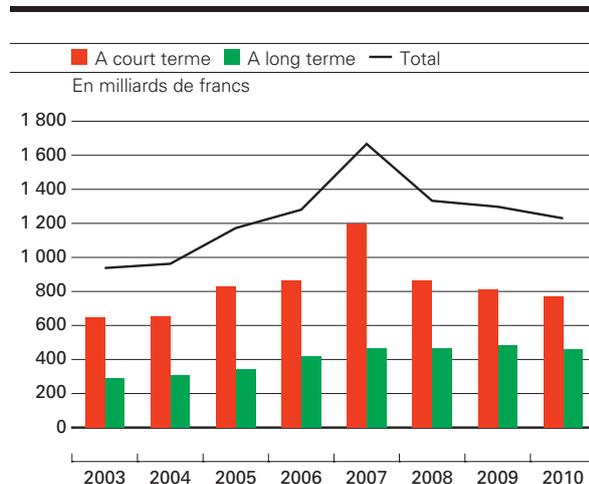
En Suisse, le secteur privé est le principal débiteur envers l'étranger, la part du secteur public (collectivités publiques et Banque nationale²) étant par contre faible (voir graphique 10). Dans le secteur privé, l'encours et l'évolution de la dette extérieure dépendent avant tout des banques. Leur dette envers l'étranger s'est fortement accrue avant la crise financière. Après la crise, les banques ont très fortement réduit leurs engagements interbancaires envers l'étranger. La dette extérieure totale de la Suisse a diminué parallèlement, passant de 1 667 milliards de francs en 2007 à 1 230 milliards en 2010; à la fin de cette période, la moitié de l'encours total revenait encore au secteur bancaire.

La plus grande partie de la dette extérieure de la Suisse porte sur le court terme. Autrement dit, la plupart des débiteurs suisses doivent rembourser leurs dettes envers l'étranger dans un délai d'un an ou moins. La dette extérieure à court terme découle principalement des opérations interbancaires. Elle a atteint son plus haut niveau (72% de l'encours total) au commencement de la crise financière, en 2007, pour ensuite redescendre à 63% en 2010 du fait que les banques ont très fortement réduit leurs engagements interbancaires à court terme (voir graphique 11).

Graphique 10
Dette extérieure, selon le secteur



Graphique 11
Dette extérieure, selon l'échéance



² Depuis octobre 2008, la Banque nationale émet des titres de créance (Bons de la BNS). Il s'agit de papiers monétaires à court terme, dont ceux détenus par des non-résidents font partie de la dette extérieure de la Banque nationale. Pour des raisons de nature statistique, les papiers monétaires à court terme émis par la BNS ne peuvent pas être recensés séparément, mais sont inclus dans les papiers monétaires à court terme des autres secteurs.

Perspective nette

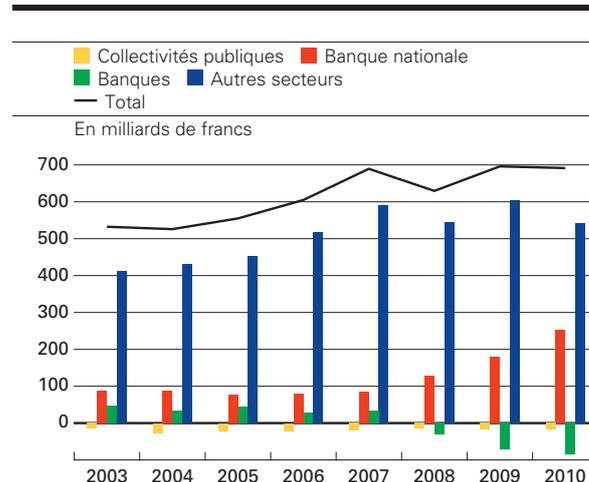
La Suisse n'a pas que des engagements envers l'étranger. Elle détient aussi des créances sur l'étranger, qui comprennent des crédits octroyés à l'étranger et des titres de créance émis par des non-résidents et détenus par des résidents. Comme il ressort du graphique 12, les créances de la Suisse sur l'étranger sont supérieures à ses engagements. Ses engagements nets, soit la différence entre ses créances et ses engagements, s'inscrivaient à 691 milliards de francs en 2010. Les créances nettes sont élevées surtout dans les autres secteurs, en particulier dans celui des assurances et, depuis 2009, à la Banque nationale. Par contre, le secteur bancaire fait état depuis 2008 d'une dette nette envers l'étranger.

Après la crise financière, la part des créances nettes du secteur public a augmenté au détriment du secteur privé, passant de 9% en 2007 à 34% en 2010. Cette progression est due à la reprise des actifs illiquides d'UBS par le fonds de stabilisation créé par la Banque nationale. Les achats de devises effectués en 2009 et en 2010 par la BNS ont également contribué à cette évolution.

Tant les engagements de la Suisse à court terme que ceux à long terme sont inférieurs aux créances correspondantes. Autrement dit, la Suisse est créancière nette aussi bien dans le segment à long terme que dans le segment à court terme (voir graphique 13). Les créances nettes à long terme sont prépondérantes: leur part était de 87% en 2007 et de 88% en 2010.

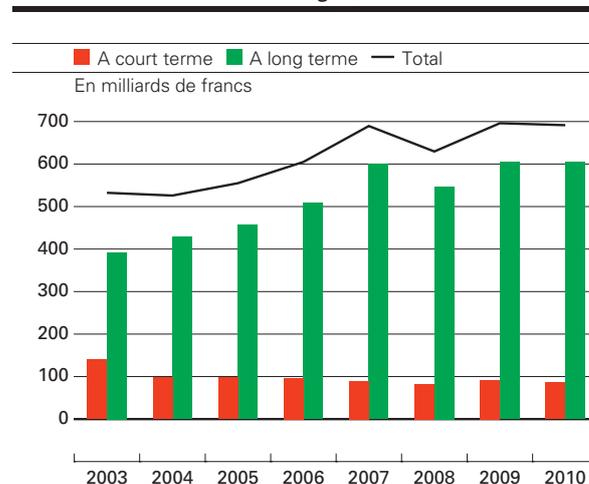
Graphique 12

Créances nettes sur l'étranger, selon le secteur



Graphique 13

Créances nettes sur l'étranger, selon l'échéance

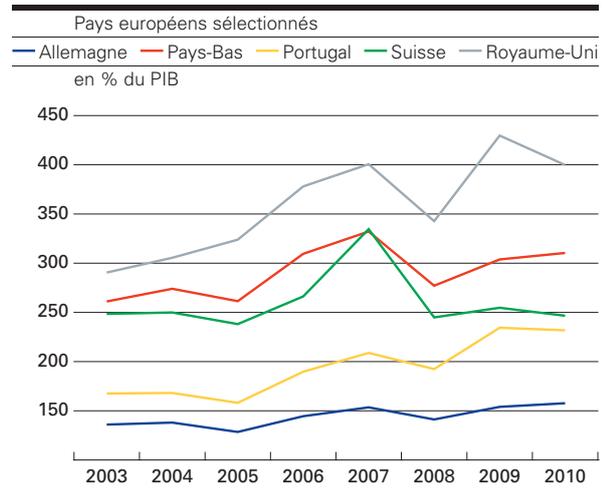


Comparaison internationale

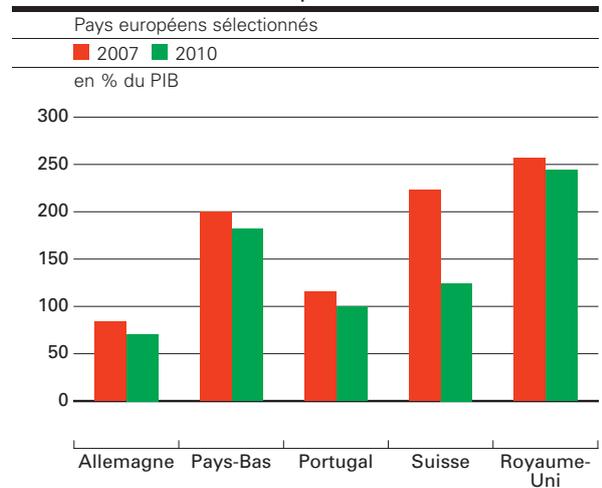
Par rapport à certains pays de l'Union européenne^{3,4}, la Suisse présente une dette extérieure (mesurée au produit intérieur brut) qui se situe dans la moyenne supérieure (voir graphique 14). Ce fait s'explique par la taille de notre secteur bancaire et par son internationalisation. A cet égard, la Suisse est comparable à des pays tels que le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, dans lesquels le secteur bancaire est aussi fortement axé sur l'étranger.

Dans tous les pays figurant dans le graphique 14, la dette extérieure du secteur bancaire a diminué après 2007, le recul ayant été de loin le plus marqué en Suisse (voir graphique 15). De ce fait, la Suisse est aussi le pays dont l'encours total de la dette extérieure a le plus fortement diminué depuis 2007. Seuls les Pays-Bas ont également enregistré un net repli de leur dette extérieure. Dans différents pays, l'encours total a au contraire augmenté. Les collectivités publiques (secteur public sans la banque centrale) y ont contribué dans presque tous les pays d'Europe en accroissant leur dette extérieure à la suite de la crise financière (voir graphique 16). Par contre, les collectivités publiques en Suisse, dont l'endettement vis-à-vis de l'étranger était déjà peu élevé en comparaison avec celui d'autres pays, ont encore pu le réduire depuis 2007.

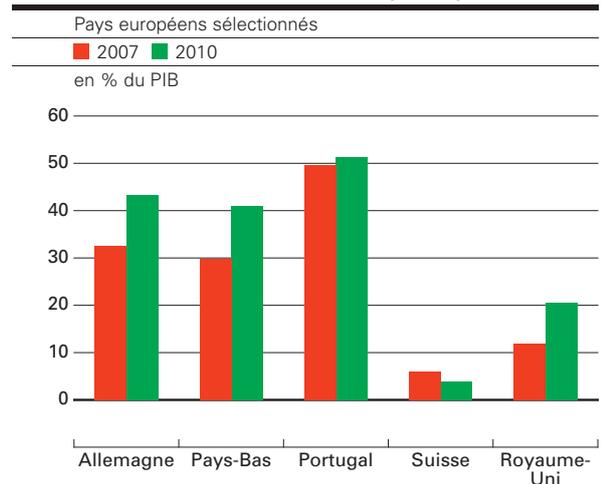
Graphique 14
Dette extérieure



Graphique 15
Dette extérieure des banques



Graphique 16
Dette extérieure des collectivités publiques



Source pour graphiques 14 à 16:
Statistiques financières internationales, SDDS (FMI)

³ Pour ce qui est du choix des pays de l'Union européenne entrant dans la comparaison avec la Suisse, les Pays-Bas ont été choisis en raison de similarités dans la structure économique, le Royaume-Uni à cause de sa place financière internationale et l'Allemagne parce qu'elle est un pays voisin et un partenaire commercial important. Le Portugal a été choisi en raison de la crise de la dette dans l'UE.

⁴ Source des données relatives à la dette extérieure: <http://go.worldbank.org/6V603CE490>. Les données annuelles relatives à la dette extérieure se basent sur les chiffres du quatrième trimestre. La dette extérieure du Royaume-Uni en 2010 constitue une exception, les chiffres indiqués correspondant à ceux du deuxième trimestre. Source des données relatives au PIB: Statistiques financières internationales du FMI.

Dette extérieure de la Suisse

Tableau 5

Etat en fin d'année

En milliards de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
Collectivités publiques	34.0	30.0	24.0	20.1	19.9
A court terme	1.5	1.8	1.4	1.4	1.5
Papiers monétaires ¹	–	–	–	–	–
Crédits reçus de l'étranger	1.5	1.8	1.4	1.4	1.5
A long terme	32.6	28.2	22.6	18.6	18.4
Emprunts obligataires et notes	32.6	28.2	22.6	18.6	18.4
Crédits de l'étranger	–	–	–	–	–
Banque nationale	10.0	16.1	45.6	16.0	15.7
A court terme	10.0	16.1	45.6	16.0	15.7
Papiers monétaires ¹	–	–	–	–	–
Crédits reçus de l'étranger	10.0	16.1	45.6	16.0	15.7
A long terme	–	–	–	–	–
Emprunts obligataires et notes	–	–	–	–	–
Crédits de l'étranger	–	–	–	–	–
Banques	806.4	1 088.2	735.2	710.8	612.3
A court terme	755.3	1 038.1	673.0	650.9	564.9
Papiers monétaires ¹	–	–	–	–	–
Crédits reçus de l'étranger	755.3	1 038.1	673.0	650.9	564.9
A long terme	51.1	50.1	62.2	60.0	47.5
Emprunts obligataires et notes ²	–	–	–	–	–
Crédits de l'étranger	51.1	50.1	62.2	60.0	47.5
Autres secteurs	287.3	348.4	330.6	342.1	374.6
A court terme	97.0	144.0	144.2	144.5	186.8
Papiers monétaires ³	1.7	1.9	2.9	4.0	35.2
Crédits reçus de l'étranger	95.3	142.1	141.3	140.5	151.7
A long terme	190.3	204.4	186.3	197.6	187.8
Emprunts obligataires et notes ⁴	33.9	35.3	35.8	34.9	35.4
Crédits de l'étranger	156.4	169.1	150.4	162.8	152.3
Crédits imputés aux investissements directs	142.5	184.2	197.3	208.7	207.1
Engagements envers les filiales à l'étranger	69.1	90.3	88.9	108.7	92.7
Engagements envers les investisseurs directs à l'étranger	73.5	93.8	108.3	100.0	114.4
Total	1 280.2	1 666.8	1 332.5	1 297.7	1 229.5
A court terme	863.8	1 200.0	864.2	812.8	768.7
Papiers monétaires ³	1.7	1.9	2.9	4.0	35.2
Crédits reçus de l'étranger	862.0	1 198.1	861.3	808.7	733.7
A long terme	416.5	466.8	468.4	485.0	460.7
Emprunts obligataires et notes ⁴	66.4	63.5	58.4	53.5	53.8
Crédits de l'étranger	350.0	403.3	409.9	431.5	406.9

¹ Compris dans les papiers monétaires des autres secteurs.

² Compris dans les emprunts des autres secteurs.

³ Y compris les papiers monétaires des banques, des collectivités publiques et de la Banque nationale.

⁴ Y compris les emprunts des banques.

Définition de la dette extérieure

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la dette extérieure comprend tous les engagements envers l'étranger qui doivent être remboursés et/ou pour lesquels des intérêts doivent être versés⁵, et qui se traduisent donc pour le pays par des obligations de paiement. En font partie les crédits à court et à long terme reçus de l'étranger et les titres de créance (obligations et papiers monétaires) émis par des résidents et détenus par des investisseurs étrangers. Les engagements envers l'étranger qui ne sont pas assortis d'une obligation de paiement ne font pas partie de la dette extérieure. C'est le cas des titres de participation émis par des entreprises ou des fonds de placement résidents (actions et placements collectifs), détenus par des investisseurs étrangers, et des participations d'investisseurs directs étrangers dans le capital d'entreprises résidentes. Les engagements conditionnels découlant de produits financiers dérivés sont également exclus.

L'histoire du concept de dette extérieure est étroitement liée aux crises monétaires et financières des années 1990, qui ont entraîné des difficultés de paiement pour des pays tels que le Mexique ou la Thaïlande.

C'est en réaction à la crise mexicaine au milieu des années 1990 que le FMI a décidé d'harmoniser, sur le plan international, les données économiques et financières recueillies par les différents pays pour ce qui est des définitions, de la périodicité et de l'actuali-

té, et de les rendre disponibles. L'introduction de la norme spéciale de diffusion des données (NSDD) devait permettre d'améliorer les bases de décision au niveau de la politique économique et de faciliter le bon fonctionnement du marché. La NSDD est entrée en vigueur en mars 1996 dans 47 pays dont la Suisse. Aujourd'hui, elle est appliquée par 68 pays.

La crise asiatique a éclaté en 1997, principalement en raison du volume important d'emprunts que les banques d'Asie avaient contractés à l'étranger pour financer leurs activités locales. Les crédits de l'étranger portaient sur le court terme et étaient libellés en monnaies étrangères. Les établissements concernés disposaient par contre seulement de réserves monétaires peu élevées, si bien qu'à l'échéance, ils risquaient de ne pas pouvoir s'acquitter de leurs obligations de paiement en monnaies étrangères. Tirant la leçon de ces crises de liquidité, le FMI a complété la NSDD, en particulier pour ce qui a trait aux réserves monétaires et aux engagements envers l'étranger. La catégorie de données «dette extérieure» a été introduite à cette occasion.

La Banque nationale publie les données relatives à la dette extérieure de la Suisse dans la version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques (tableau R6a, «Dette extérieure de la Suisse») en se conformant à la NSDD. Sur le plan international, Le FMI publie sur le site de la NSDD les données des pays membres, y compris celles de la Suisse⁶.

⁵ Dans la réalité, les engagements envers l'étranger qui remplissent cumulativement ces deux conditions (remboursement et versement d'intérêts) constituent l'essentiel de la dette extérieure. Seules les obligations perpétuelles (*perpetual bonds*) sont uniquement soumises au versement d'intérêts et ne doivent pas être remboursées. Pour la définition de la dette extérieure, voir *Statistiques de la dette extérieure: Guide pour les statisticiens et les utilisateurs*, FMI, 2003.

⁶ <http://go.worldbank.org/6V603CE490>

Commentaires

Modifications par rapport à l'année précédente

Aucune.

Bases statistiques

Investissements directs

Investissements directs suisses à l'étranger

Participations de 10% ou davantage que des investisseurs suisses détiennent dans le capital d'entreprises à l'étranger (filiales, succursales) et crédits au sein de groupes.

Investissements directs étrangers en Suisse

Participations de 10% ou davantage que des investisseurs étrangers détiennent dans le capital d'entreprises en Suisse (filiales, succursales) et crédits au sein de groupes.

Ces données sont tirées de relevés provenant des banques et d'entreprises.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille suisses à l'étranger

Placements des résidents en titres d'émetteurs étrangers (hors investissements directs et réserves monétaires); il s'agit de titres de créance (papiers monétaires, obligations), de titres de participation (actions, bons de participation, bons de jouissance) et de parts de placements collectifs.

Investissements de portefeuille étrangers en Suisse

Placements des non-résidents en titres d'émetteurs suisses (hors investissements directs); il s'agit de titres de créance (papiers monétaires, obligations, obligations de caisse), de titres de participation (actions, bons de participation, bons de jouissance) et de parts de placements collectifs de capitaux.

Ces données sont tirées de relevés provenant des banques, de la Banque nationale et d'entreprises.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, *futures*, swaps). Actifs à l'étranger: valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés ouverts, avec contreparties à l'étranger. Passifs envers l'étranger: valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés ouverts, avec contreparties à l'étranger. Ces données sont tirées de relevés provenant des banques et d'entreprises.

Les produits structurés recouvrent des titres de créance standardisés dans lesquels les propriétés de deux ou plusieurs instruments financiers sont combinées pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts sur le marché sous différentes variantes. Une des classifications les plus fréquentes subdivise les produits structurés en produits de participation (certificats), d'optimisation du rendement (certificats, *convertibles*) et de protection du capital (avec ou sans *cap*). Les produits financiers structurés (*asset backed securities*, *collateralized debt obligations* et produits similaires), pour lesquels l'objet de financement ou le transfert de risques sont déterminants, figurent toutefois dans la catégorie «Titres de créance». Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les stocks de produits structurés dans les dépôts de la clientèle auprès des banques.

Ces données sont tirées de relevés provenant des banques et de la Banque nationale.

Autres actifs et autres passifs

Crédits de la Banque nationale

Crédits à des débiteurs non-résidents: créances résultant de pensions de titres, créances résultant de swaps, crédits d'aide monétaire et autres créances sur des autorités monétaires et des banques à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements résultant de pensions de titres et autres engagements envers des autorités monétaires et des banques à l'étranger.

Crédits des banques

Crédits à des débiteurs non-résidents: crédits à des banques et à la clientèle à l'étranger. Crédits de l'étranger: dépôts de banques et de la clientèle étrangères.

Crédits du secteur privé

Crédits à des débiteurs non-résidents: crédits des entreprises à des débiteurs à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes (de tels crédits entrent dans les investissements directs). Crédits de l'étranger: crédits des non-résidents à des entreprises en Suisse, sans les crédits au sein de groupes (de tels crédits entrent dans les investissements directs).

Crédits des collectivités publiques

Crédits à des débiteurs non-résidents: crédits accordés par des collectivités publiques à des débiteurs à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres investissements

Créances sur l'étranger: fonds fiduciaires provenant de résidents et placés à l'étranger. Participations de la Confédération à des organisations internationales, participation de la Banque nationale suisse à la Banque des Règlements Internationaux (BRI), créances du secteur non bancaire sur des banques à l'étranger, avoirs à l'étranger des fonds de placement et des caisses de pensions, immeubles à l'étranger. Engagements envers l'étranger: billets de banque libellés en francs, détenus par des personnes à l'étranger. Fonds fiduciaires provenant de non-résidents et placés en Suisse. Immeubles que des personnes domiciliées à l'étranger détiennent en Suisse. Engagements des fonds de placement et des caisses de pensions envers l'étranger.

Ces données sont tirées de relevés provenant de la Confédération, des banques, de la Banque nationale, d'entreprises et de la BRI.

Réserves monétaires

Encaisse-or, placements de devises, position de réserve au FMI et moyens de paiement internationaux (DTS) de la Banque nationale.

Fondements méthodologiques

Définition

La position extérieure indique les stocks d'avoirs et d'engagements de la Suisse. La différence entre les avoirs à l'étranger et les engagements envers l'étranger donne la position extérieure nette. On tient compte des investissements de portefeuille, des investissements directs, des réserves monétaires de la Banque nationale ainsi que d'autres avoirs et engagements.

Cette statistique est établie conformément aux directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition).

Evaluation des stocks

Les stocks d'actifs et de passifs sont évalués généralement à leur valeur de marché en fin d'année. Les stocks d'investissements directs font exception à cette règle. Ils sont évalués à leur valeur comptable.

Position extérieure et balance des paiements

La position extérieure est étroitement liée à la balance des paiements. Elle renseigne sur les actifs à l'étranger et sur les passifs envers l'étranger à un moment donné. Dans la balance des paiements, les flux de capitaux (investissements) au cours d'une période donnée sont pris en considération. Les exportations de capitaux (investissements suisses à l'étranger) entraînent une augmentation des actifs à l'étranger, tandis que les importations de capitaux (investissements étrangers en Suisse) accroissent les passifs envers l'étranger. Si la Suisse investit davantage à l'étranger que l'étranger n'investit en Suisse, il y a exportation nette de capitaux et la position extérieure nette vis-à-vis de l'étranger progresse. Dans ce cas, la balance des transactions courantes dégage un excédent correspondant.

La variation de la position extérieure nette dépend non seulement des investissements, mais aussi d'autres facteurs. Au nombre de ces facteurs figurent notamment les fluctuations des cours de change, des prix des métaux précieux et des cours des actions.

Fondements juridiques

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et sociétés sont tenues de fournir des données dès qu'elles ont, à la date de référence de l'enquête, des actifs financiers à l'étranger ou des passifs financiers envers l'étranger pour un montant dépassant 10 millions de francs, qu'elles ont des investissements directs à l'étranger pour plus de 10 millions ou qu'elles font l'objet d'investissements directs étrangers de plus de 10 millions.

Tableaux

Page		Tableau
		Position extérieure nette
A2	1.1	Aperçu
		Actifs à l'étranger
A3	2.1	Selon la catégorie
A4	2.2	Selon la monnaie
A5	2.3	Selon le secteur
		Passifs envers l'étranger
A6	3.1	Selon la catégorie
A7	3.2	Selon la monnaie
A8	3.3	Selon le secteur
		Actifs à l'étranger – Investissements de portefeuille – Pays de l'émetteur
A10	4.1	Total
A12	4.2	Titres de créance
A14	4.3	Titres de participation
A16		Autre publication de la BNS contenant des données sur la position extérieure nette de la Suisse

Explication des signes

Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.

Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.

Rupture dans la série.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur la position extérieure nette de la Suisse. Ce rapport, publié en décembre, contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie *Commentaires* du rapport sur la position extérieure nette de la Suisse.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la position extérieure nette de la Suisse sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Position extérieure nette de la Suisse*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Position extérieure nette – Aperçu

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Actifs à l'étranger	3 038 779	3 582 839	3 070 627	3 166 550	3 114 925
Investissements directs	694 777	734 161	769 882	851 997	877 705
Investissements de portefeuille	1 093 842	1 218 243	967 596	1 108 737	1 050 267
Produits dérivés et structurés	113 568	138 867	234 862	171 252	175 815
Autres actifs	1 057 924	1 406 540	1 019 399	894 901	758 692
Réserves monétaires	78 668	85 029	78 887	139 664	252 446
Passifs envers l'étranger	2 402 031	2 804 548	2 413 363	2 414 239	2 356 919
Investissements directs	328 174	397 667	475 612	507 363	525 550
Investissements de portefeuille	903 140	882 077	625 395	705 805	720 345
Produits dérivés et structurés	70 936	75 938	205 733	135 795	142 521
Autres passifs	1 099 781	1 448 867	1 106 624	1 065 277	968 504
Position extérieure nette	636 748	778 291	657 263	752 311	758 006
Investissements directs	366 603	336 493	294 270	344 634	352 155
Investissements de portefeuille	190 702	336 167	342 202	402 932	329 922
Produits dérivés et structurés	42 633	62 929	29 130	35 457	33 294
Autres actifs et passifs	- 41 857	- 42 327	- 87 225	- 170 376	- 209 811
Réserves monétaires	78 668	85 029	78 887	139 664	252 446

2.1 Actifs à l'étranger – Selon la catégorie

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements directs ¹	694 777	734 161	769 882	851 997	877 705
Capital social ²	631 771	700 180	709 857	794 163	793 424
Crédits	63 005	33 980	60 025	57 834	84 281
Investissements de portefeuille ³	1 093 842	1 218 243	967 596	1 108 737	1 050 267
Titres de créance	579 490	642 784	628 842	697 677	635 553
Emprunts obligataires et notes	517 988	553 913	542 532	610 534	576 023
Papiers monétaires ⁴	61 502	88 871	86 310	87 142	59 530
Titres de participation	514 353	575 459	338 755	411 061	414 715
Actions	263 135	277 530	143 362	198 734	201 530
Placements collectifs ⁵	251 218	297 929	195 392	212 327	213 184
Produits dérivés et structurés	113 568	138 867	234 862	171 252	175 815
Produits dérivés ⁶	46 244	58 312	189 563	127 121	135 734
Produits structurés	67 324	80 555	45 299	44 131	40 081
Autres actifs	1 057 924	1 406 540	1 019 399	894 901	758 692
Crédits accordés	943 435	1 274 229	918 016	826 954	704 425
par la Banque nationale ⁷	9 785	15 641	79 461	33 047	1 368
par les collectivités publiques	8 954	6 167	445	451	455
par les banques ⁸	739 126	1 013 141	613 442	555 022	463 086
au secteur bancaire	581 195	812 726	447 706	411 196	318 014
au secteur non bancaire	157 931	200 415	165 736	143 826	145 072
par les entreprises ⁹	185 571	239 281	224 668	238 434	239 516
Autres investissements	114 488	132 310	101 383	67 946	54 267
dont					
Placements à titre fiduciaire	107 818	124 060	94 521	61 196	46 352
Réserves monétaires	78 668	85 029	78 887	139 664	252 446
Or ¹⁰	32 221	34 776	30 862	38 186	43 988
Devises ¹¹	45 592	49 468	47 063	94 680	202 742
Position de réserve au FMI	557	406	725	1 231	1 068
Autres réserves monétaires ¹²	298	379	238	5 568	4 648
Total	3 038 779	3 582 839	3 070 627	3 166 550	3 114 925

¹ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

² Jusqu'en 1985, sans les banques.

³ Jusqu'en 1998, uniquement les titres détenus par les banques ou conservés dans les dépôts de la clientèle auprès des banques. Depuis 1999, y compris les stocks de titres des collectivités publiques et de la Banque nationale qui ne font pas partie des réserves monétaires.

⁴ Jusqu'en 2004, les papiers monétaires détenus par les banques. Depuis 2005, y compris les papiers monétaires détenus par les assurances. Depuis 2008, y compris les papiers monétaires détenus par les entreprises du secteur non financier.

⁵ Jusqu'en 2004, uniquement les parts de fonds de placement. En 2005 et en 2006, seules les parts de placements collectifs ouverts figuraient sous ce poste, alors que les parts de placements collectifs fermés étaient comptabilisées sous le poste *Actions*. Depuis 2007, toutes les parts de placements collectifs (ouverts et fermés) sont incluses dans ce poste.

⁶ Jusqu'en 2007, uniquement les produits dérivés des banques et des assurances. A partir de 2008, les produits dérivés de toutes les branches.

⁷ Depuis 2003, y compris les crédits d'aide monétaire.

⁸ A partir de 1995, sans les sociétés financières (qui ne sont plus soumises à la loi sur les banques). Depuis 1999, sans les prêts de titres. Depuis 2003, modification apportée dans les relevés des banques.

⁹ A partir de 1995, y compris les sociétés financières (qui ne sont plus soumises à la loi sur les banques).

¹⁰ Jusqu'en 1999, l'or était évalué au prix officiel de 4 596 francs le kilogramme.

Depuis 2000, il est évalué à sa valeur de marché.

¹¹ En 2005, distribution du produit des ventes d'or à la Confédération et aux cantons.

¹² Depuis 2003, sans les crédits d'aide monétaire. En 2009, attribution de droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI.

2.2 Actifs à l'étranger – Selon la monnaie

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements directs¹	694 777	734 161	769 882	851 997	877 705
CHF	- 4 113	- 8 869	- 33	- 600	11 647
USD	154 712	118 033	119 689	153 528	179 306
EUR	209 150	238 107	243 130	254 149	257 168
Autres monnaies	335 027	386 889	407 096	444 919	429 584
Investissements de portefeuille	1 093 842	1 218 243	967 596	1 108 737	1 050 267
CHF	294 704	340 676	314 217	343 033	340 513
USD	269 940	294 791	232 734	267 064	259 978
EUR	394 247	436 025	326 992	380 003	312 708
Autres monnaies	134 952	146 751	93 653	118 637	137 068
Produits dérivés et structurés	113 568	138 867	234 862	171 252	175 815
CHF	73 092	89 858	120 560	76 126	87 068
USD	14 810	19 078	53 759	36 724	33 268
EUR	22 528	24 646	40 567	34 876	33 819
Autres monnaies	3 092	5 148	19 867	23 451	21 520
Métaux précieux	46	137	109	74	141
Autres actifs	1 057 924	1 406 540	1 019 399	894 901	758 692
CHF	128 808	149 193	149 612	131 591	103 630
USD	534 232	489 835	341 534	333 192	284 458
EUR	234 252	295 023	269 454	244 756	181 585
Autres monnaies	149 502	459 279	254 334	178 006	180 531
Métaux précieux	11 129	13 209	4 465	7 356	8 488
Réserves monétaires	78 668	85 029	78 887	139 664	252 446
USD	14 956	15 711	13 487	28 525	50 615
EUR	21 443	23 047	23 442	55 027	110 891
Autres monnaies	10 048	11 495	11 097	17 926	46 952
Métaux précieux	32 221	34 776	30 862	38 186	43 988
Total	3 038 779	3 582 839	3 070 627	3 166 550	3 114 925
CHF	492 491	570 858	584 356	550 150	542 858
USD	988 650	937 449	761 203	819 034	807 624
EUR	881 620	1 016 849	903 585	968 811	896 172
Autres monnaies	632 622	1 009 562	786 047	782 940	815 654
Métaux précieux	43 396	48 122	35 436	45 616	52 617

¹ Dans les crédits, le solde des créances et des engagements est pris en compte. Ce solde peut par conséquent être négatif.

2.3 Actifs à l'étranger – Selon le secteur

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Banque nationale	90 250	102 502	177 993	195 451	267 381
Investissements de portefeuille	1 707	1 742	16 913	22 619	13 435
Produits dérivés et structurés	.	.	2 642	30	43
Crédits et autres actifs	9 875	15 731	79 552	33 138	1 458
Réserves monétaires	78 668	85 029	78 887	139 664	252 446
Collectivités publiques	18 754	20 972	13 255	5 604	5 609
Investissements de portefeuille	8 832	13 126	11 538	4 015	3 902
Produits dérivés et structurés	532	718	349	220	207
Crédits et autres actifs	9 390	7 128	1 369	1 369	1 499
Banques	959 078	1 264 937	890 512	775 763	667 592
Investissements directs	81 410	86 794	79 982	82 856	74 670
Investissements de portefeuille	96 534	108 352	90 380	84 552	64 010
Produits dérivés et structurés	42 003	56 650	106 708	53 334	65 826
Crédits et autres actifs	739 131	1 013 141	613 442	555 022	463 086
Autres secteurs	1 970 696	2 194 428	1 988 866	2 189 732	2 174 343
Investissements directs	613 366	647 367	689 900	769 141	803 035
Investissements de portefeuille	986 769	1 095 023	848 766	997 551	968 920
Produits dérivés et structurés	71 033	81 499	125 164	117 669	109 739
Crédits et autres actifs	299 528	370 540	325 036	305 371	292 649
Total	3 038 779	3 582 839	3 070 627	3 166 550	3 114 925

3.1 Passifs envers l'étranger – Selon la catégorie

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements directs¹	328 174	397 667	475 612	507 363	525 550
Capital social	293 811	404 677	455 863	504 858	511 255
Crédits au sein de groupes	34 363	- 7 010	19 749	2 505	14 295
Investissements de portefeuille	903 140	882 077	625 395	705 805	720 345
Titres de créance	68 150	65 365	61 331	57 540	88 937
Emprunts obligataires et notes	66 415	63 479	58 431	53 502	53 781
Papiers monétaires ²	1 735	1 886	2 900	4 038	35 155
Titres de participation	834 990	816 712	564 064	648 265	631 408
Actions	746 653	716 378	473 259	554 938	544 059
Placements collectifs ³	88 337	100 334	90 805	93 327	87 350
Produits dérivés et structurés	70 936	75 938	205 733	135 795	142 521
Produits dérivés ⁴	41 914	57 199	193 718	127 677	134 537
Produits structurés	29 021	18 739	12 015	8 118	7 984
Autres passifs	1 099 781	1 448 867	1 106 624	1 065 277	968 504
Crédits accordés	984 894	1 328 112	981 084	942 047	848 117
à la Banque nationale	426	6 380	34 426	4 531	3 790
à des collectivités publiques	1 463	1 755	1 389	1 416	1 532
aux banques ⁵	803 859	1 084 793	720 934	705 633	611 098
par le secteur bancaire	688 407	963 738	563 003	442 381	360 472
par le secteur non bancaire	115 452	121 055	157 931	263 252	250 626
à des entreprises ⁶	179 146	235 184	224 336	230 467	231 697
Autres investissements	114 887	120 755	125 540	123 230	120 387
Total	2 402 031	2 804 548	2 413 363	2 414 239	2 356 919

¹ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

² Depuis 2005, y compris les papiers monétaires émis par les assurances. Depuis 2008, y compris les papiers monétaires émis par les entreprises du secteur non financier.

³ Jusqu'en 2004, uniquement les parts de fonds de placement. En 2005 et en 2006, seules les parts de placements collectifs ouverts figuraient sous ce poste, alors que les parts de placements collectifs fermés étaient comptabilisées sous le poste *Actions*. Depuis 2007, toutes les parts de placements collectifs (ouverts et fermés) sont incluses dans ce poste.

⁴ Jusqu'en 2007, uniquement les produits dérivés des banques et des assurances. A partir de 2008, les produits dérivés de toutes les branches.

⁵ A partir de 1995, sans les sociétés financières (qui ne sont plus soumises à la loi sur les banques). Depuis 1999, sans les prêts de titres. Depuis 2003, modification apportée dans les relevés des banques.

⁶ A partir de 1995, y compris les sociétés financières (qui ne sont plus soumises à la loi sur les banques).

3.2 Passifs envers l'étranger – Selon la monnaie

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements directs ¹	328 174	397 667	475 612	507 363	525 550
CHF	311 599	414 844	473 708	515 812	520 645
USD	20 890	- 6 210	1 094	- 7 848	12 367
EUR	1 995	4 525	8 321	10 401	198
Autres monnaies	- 6 310	- 15 492	- 7 510	- 11 002	- 7 660
Investissements de portefeuille	903 140	882 077	625 395	705 805	720 345
CHF	810 813	779 514	532 548	609 637	635 861
USD	36 776	43 483	39 725	43 070	39 474
EUR	41 774	43 909	42 090	40 687	33 028
Autres monnaies	13 777	15 171	11 031	12 410	11 982
Produits dérivés et structurés	70 936	75 938	205 733	135 795	142 521
CHF	57 849	58 155	113 634	56 468	68 975
USD	5 905	7 093	39 983	29 980	24 831
EUR	5 818	8 992	31 813	36 535	35 435
Autres monnaies	1 338	1 624	20 212	12 693	13 168
Métaux précieux	26	73	91	119	112
Autres passifs	1 099 781	1 448 867	1 106 624	1 065 277	968 504
CHF	234 940	267 077	302 278	272 731	272 743
USD	433 481	519 001	361 129	351 293	301 853
EUR	292 735	283 395	249 102	262 807	228 327
Autres monnaies	117 769	354 974	178 298	157 477	140 167
Métaux précieux	20 856	24 420	15 816	20 968	25 414
Total	2 402 031	2 804 548	2 413 363	2 414 239	2 356 919
CHF	1 415 200	1 519 590	1 422 168	1 454 648	1 498 224
USD	497 051	563 367	441 931	416 495	378 525
EUR	342 323	340 821	331 326	350 430	296 987
Autres monnaies	126 575	356 276	202 031	171 579	157 657
Métaux précieux	20 882	24 493	15 907	21 087	25 526

¹ Dans les crédits, le solde des créances et des engagements est pris en compte. Ce solde peut par conséquent être négatif.

3.3 Passifs envers l'étranger – Selon le secteur

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Banque nationale	10 019	16 140	45 839	16 000	15 652
Investissements de portefeuille ¹	.	.	.	.	.
Produits dérivés et structurés	.	.	265	22	0
Crédits et autres passifs	10 019	16 140	45 574	15 978	15 652
Collectivités publiques	34 019	29 957	23 972	20 056	19 894
Investissements de portefeuille ²	32 556	28 202	22 583	18 641	18 363
Produits dérivés et structurés	.	.	.	.	.
Crédits et autres passifs	1 463	1 755	1 389	1 416	1 532
Banques	879 198	1 179 752	886 408	801 673	712 459
Investissements directs	32 063	35 660	38 346	38 952	34 302
Investissements de portefeuille ¹	.	.	.	.	.
Produits dérivés et structurés	40 757	55 923	112 895	51 874	65 825
Crédits et autres passifs	806 377	1 088 169	735 167	710 847	612 331
Autres secteurs	1 478 795	1 578 700	1 457 145	1 576 510	1 608 914
Investissements directs	296 111	362 007	437 266	468 411	491 247
Investissements de portefeuille ³	870 584	853 875	602 812	687 164	701 982
Produits dérivés et structurés	30 179	20 015	92 573	83 899	76 696
Crédits et autres passifs	281 921	342 803	324 494	337 036	338 988
Total	2 402 031	2 804 548	2 413 363	2 414 239	2 356 919

¹ Ils figurent dans les investissements de portefeuille des autres secteurs.

² Les papiers monétaires sont compris dans les investissements de portefeuille des autres secteurs.

³ Y compris les papiers monétaires des collectivités publiques ainsi que les investissements de portefeuille de la Banque nationale et des banques.

4.1 Actifs à l'étranger – Investissements de portefeuille – Pays de l'émetteur

Total

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	705 015	782 964	610 344	692 608	635 239
UE ¹	618 645	676 111	536 205	638 931	598 368
Reste de l'Europe ²	86 369	106 853	74 139	53 677	36 871
Pays sélectionnés					
Belgique	8 608	10 590	7 305	7 628	6 342
Danemark	6 380	7 826	5 912	7 847	7 463
Allemagne	125 243	132 982	100 871	108 751	98 840
Finlande	6 696	7 821	7 101	7 946	7 416
France	77 584	85 584	81 070	105 743	92 185
Grèce	3 405	3 950	3 074	3 378	1 349
Irlande	28 561	33 953	26 732	29 838	25 317
Italie	12 695	13 497	7 601	9 275	7 847
Luxembourg	159 828	174 033	120 794	146 086	150 437
Pays-Bas	66 184	65 942	60 882	71 364	67 861
Norvège	6 491	8 479	8 254	8 645	9 025
Autriche	35 088	40 036	38 609	38 290	32 818
Portugal	1 438	1 628	1 794	1 900	1 036
Fédération de Russie	3 898	5 701	1 632	2 810	2 674
Suède	10 428	11 680	11 739	16 589	18 325
Espagne	10 015	10 691	10 393	15 072	12 087
Turquie	2 658	1 286	721	552	618
Royaume-Uni	64 574	72 861	48 208	64 670	63 640
Centres financiers offshore ³	71 607	89 536	63 264	41 121	24 291
Amérique du Nord	161 852	170 656	138 953	170 645	175 242
Canada	15 607	18 678	15 678	20 751	24 196
Etats-Unis	146 245	151 978	123 275	149 894	151 046
Amérique centrale et du Sud	85 773	98 556	65 129	60 144	55 893
dont					
Brésil	2 010	2 431	1 205	2 577	2 973
Mexique	1 119	1 223	1 046	1 563	2 069
Centres financiers offshore ⁴	81 387	94 161	62 187	55 163	49 534

2006	2007	2008	2009	2010
1	2	3	4	5

Asie	34 573	36 470	25 007	31 659	35 495
dont					
Hong Kong	1 766	2 683	1 323	1 953	2 278
Japon	22 845	21 804	16 371	17 333	18 710
Corée (Sud)	2 582	3 128	2 329	4 372	4 785
Philippines	479	632	591	684	968
Singapour	1 509	2 081	1 016	1 564	1 821
Taiwan	1 196	1 050	498	971	1 406
Afrique	2 090	2 357	1 424	1 972	2 377
dont					
Afrique du Sud	1 245	1 293	857	1 055	1 352
Océanie	13 984	16 933	13 446	18 559	22 165
dont					
Australie	12 640	15 160	12 734	17 499	20 889
Nouvelle-Zélande	1 270	1 645	636	807	1 070
Organisations internationales	5 919	6 564	6 794	8 934	8 651
Part ne pouvant être répartie	84 638	103 743	106 500	124 215	115 207
Total	1 093 843	1 218 243	967 596	1 108 737	1 050 267

¹ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 depuis 2004 et à 27 depuis 2007.

² Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

³ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

⁴ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

4.2 Actifs à l'étranger – Investissements de portefeuille – Pays de l'émetteur

Titres de créance

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	395 347	435 064	409 889	441 563	384 050
UE ¹	332 783	362 476	356 441	406 546	365 212
Reste de l'Europe ²	62 565	72 588	53 448	35 017	18 838
Pays sélectionnés					
Belgique	5 835	6 527	6 058	5 959	4 915
Danemark	5 536	6 887	5 423	7 083	6 562
Allemagne	89 628	85 710	81 202	80 261	70 457
Finlande	4 149	4 725	5 971	6 438	6 202
France	51 170	56 553	65 792	82 885	71 597
Grèce	2 397	2 788	2 817	3 056	1 201
Irlande	14 085	16 779	15 941	14 719	9 555
Italie	6 854	6 536	4 856	5 706	4 997
Luxembourg	19 641	22 211	19 037	25 900	26 812
Pays-Bas	54 434	56 591	56 410	65 099	62 110
Norvège	5 246	6 946	7 587	7 585	7 932
Autriche	31 765	36 474	36 869	36 244	30 577
Portugal	1 205	1 399	1 671	1 719	894
Fédération de Russie	370	294	191	130	209
Suède	7 322	8 973	10 608	14 648	15 857
Espagne	4 606	5 429	6 907	10 338	8 641
Turquie	390	1 180	680	415	461
Royaume-Uni	32 854	42 641	33 191	42 487	40 143
Centres financiers offshore ³	54 882	62 337	44 738	26 560	9 996
Amérique du Nord	77 146	86 684	85 047	99 584	99 136
Canada	8 215	9 971	11 276	13 461	15 704
Etats-Unis	68 932	76 713	73 772	86 123	83 433
Amérique centrale et du Sud	17 994	16 687	12 186	11 015	11 198
dont					
Brésil	696	635	592	575	715
Mexique	538	526	433	699	1 211
Centres financiers offshore ⁴	15 591	14 932	10 544	9 051	8 207

2006	2007	2008	2009	2010
1	2	3	4	5

Asie	7 628	10 567	10 651	12 881	13 821
dont					
Hong Kong	104	140	189	120	110
Japon	4 865	5 464	5 987	6 363	7 182
Corée (Sud)	838	1 418	1 782	3 084	3 034
Philippines	424	562	556	637	892
Singapour	370	811	480	520	615
Taiwan	75	75	20	19	118
Afrique	851	970	703	1 046	1 061
dont					
Afrique du Sud	319	415	326	342	327
Océanie	10 507	12 541	11 313	14 139	17 202
dont					
Australie	9 302	10 967	10 710	13 381	16 181
Nouvelle-Zélande	1 203	1 571	600	755	1 017
Organisations internationales	5 604	6 011	6 626	8 586	8 651
Part ne pouvant être répartie	64 412	74 260	92 427	108 863	100 434
Total	579 490	642 784	628 842	697 677	635 552

¹ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 depuis 2004 et à 27 depuis 2007.

² Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

³ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

⁴ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

4.3 Actifs à l'étranger – Investissements de portefeuille – Pays de l'émetteur

Titres de participation

Etat en fin d'année

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	309 667	347 900	200 455	251 045	251 189
UE ¹	285 862	313 636	179 763	232 385	233 157
Reste de l'Europe ²	23 805	34 264	20 691	18 660	18 032
Pays sélectionnés					
Belgique	2 772	4 063	1 246	1 668	1 427
Danemark	844	939	489	764	901
Allemagne	35 614	47 272	19 669	28 490	28 383
Finlande	2 547	3 096	1 130	1 507	1 214
France	26 414	29 031	15 278	22 858	20 588
Grèce	1 009	1 162	257	322	148
Irlande	14 476	17 174	10 791	15 120	15 762
Italie	5 841	6 961	2 745	3 569	2 850
Luxembourg	140 187	151 822	101 757	120 186	123 625
Pays-Bas	11 750	9 351	4 471	6 265	5 751
Norvège	1 245	1 533	667	1 060	1 093
Autriche	3 324	3 562	1 740	2 045	2 242
Portugal	233	229	123	181	143
Fédération de Russie	3 528	5 407	1 441	2 679	2 465
Suède	3 106	2 706	1 131	1 941	2 468
Espagne	5 409	5 262	3 487	4 734	3 445
Turquie	2 269	106	41	137	157
Royaume-Uni	31 721	30 220	15 018	22 183	23 496
Centres financiers offshore ³	16 725	27 199	18 526	14 561	14 296
Amérique du Nord	84 706	83 972	53 906	71 061	76 106
Canada	7 392	8 707	4 402	7 290	8 492
Etats-Unis	77 313	75 265	49 503	63 771	67 614
Amérique centrale et du Sud	67 778	81 869	52 943	49 129	44 695
dont					
Brésil	1 314	1 796	613	2 003	2 257
Mexique	581	697	614	864	858
Centres financiers offshore ⁴	65 796	79 229	51 644	46 113	41 327

2006	2007	2008	2009	2010
1	2	3	4	5

Asie	26 945	25 903	14 356	18 778	21 674
dont					
Hong Kong	1 662	2 543	1 133	1 832	2 168
Japon	17 979	16 340	10 385	10 969	11 529
Corée (Sud)	1 745	1 710	548	1 288	1 750
Philippines	55	70	35	47	76
Singapour	1 139	1 271	536	1 044	1 206
Taiwan	1 121	975	477	951	1 289
Afrique	1 239	1 387	721	926	1 315
dont					
Afrique du Sud	926	877	531	713	1 025
Océanie	3 477	4 392	2 133	4 420	4 963
dont					
Australie	3 338	4 193	2 024	4 118	4 708
Nouvelle-Zélande	67	74	36	52	52
Organisations internationales	315	553	168	349	—
Part ne pouvant être répartie	20 226	29 483	14 073	15 352	14 773
Total	514 353	575 459	338 755	411 061	414 715

¹ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 depuis 2004 et à 27 depuis 2007.

² Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

³ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

⁴ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Autre publication de la BNS contenant des données sur la position extérieure nette de la Suisse

Une autre publication de la BNS contient des données sur la position extérieure nette de la Suisse. Ces données peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. Des séries chronologiques portant sur une longue période figurent également sur ce site. Les données annuelles sont disponibles depuis 1985, tandis que les données trimestrielles le sont depuis 2000.

Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux R

Dans son Bulletin mensuel de statistiques économiques, la BNS publie des données trimestrielles et annuelles sur la position extérieure nette de la Suisse. Les éditions de mars, de juin, de septembre et de décembre contiennent les estimations trimestrielles les plus récentes sur la position extérieure nette de la Suisse.

Renseignements

bop@snb.ch